

TERMES DE RÉFÉRENCE

Évaluation des progrès et des défis nationaux dans la mise en œuvre des engagements N4G en Afrique de l'Ouest

Projet EU4SUN

I. PRESENTATION D'EXPERTISE FRANCE

Agence publique de coopération technique internationale, Expertise France travaille aux côtés des pays partenaires pour les conseiller et les accompagner dans le renforcement de leurs politiques publiques. Pour cela, l'agence coordonne et met en œuvre des projets d'envergure nationale ou régionale dans les principaux domaines de l'action publique :

- la gouvernance démocratique, économique et financière ;
- la paix, la stabilité et la sécurité ;
- le climat, la biodiversité et le développement durable ;
- la santé et le développement humain.

Dans ces domaines, Expertise France assure des missions d'ingénierie et de mise en œuvre de projets de renforcement des capacités, mobilise de l'expertise technique et joue un rôle d'ensemblier de projets faisant intervenir de l'expertise publique et des savoir-faire privés.

II. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

À l'issue du Sommet sur la Nutrition pour la croissance (N4G) organisé à Tokyo en 2021, 396 nouveaux engagements en matière de nutrition ont été pris par 181 parties prenantes dans 78 pays. Les engagements pris répondent aux cinq domaines prioritaires identifiées par le N4G : santé, systèmes alimentaires, résilience face aux crises, financement de la nutrition, amélioration des données pour la redevabilité des acteurs. Le Rapport sur la Nutrition Mondiale a défini en 2021 un cadre de responsabilité en matière de nutrition afin d'enregistrer, suivre et évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des engagements, pris lors du Sommet N4G et au-delà, sur une plateforme NAF (Nutrition Accountability Framework) dédiée.

Depuis le sommet de Tokyo en 2021, de nouveaux défis, notamment les conséquences de la guerre en Ukraine sur les prix des produits alimentaires et les chaînes de production, ont un impact important sur les pays à revenu faible et intermédiaire, déjà fragilisés par la crise du changement climatique, et menacent la réalisation des engagements.

Le projet EU4SUN est un projet de trois ans (2023-2025), financé par la Commission Européenne à hauteur de 4M€, mené conjointement par la Fondation Internationale et Ibéro-américaine pour l'Administration et les Politiques publiques (FIIAPP) et Expertise France, de soutien à l'opérationnalisation de la [Stratégie du Mouvement pour le renforcement de la nutrition SUN 3.0 \(2021-2025\)](#). Celle-ci donne la priorité au leadership des pays membres et au soutien des priorités nationales pour atteindre des changements systémiques, et vise à contribuer à la réalisation des objectifs de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Le projet vise quatorze pays dans deux zones géographiques : l'Amérique latine et les Caraïbes (coordination réalisée par la FIIAPP) et l'Afrique de l'Ouest (réalisée par Expertise France). En Afrique de l'Ouest, le projet accorde une attention particulière aux pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Niger, Togo et Sénégal.

L'objectif principal du projet est de **contribuer à l'augmentation et à l'amélioration des interventions en matière de nutrition** dans les pays du Mouvement SUN (Scaling Up Nutrition) en se concentrant sur :

- L'identification et le partage des priorités régionales en matière de nutrition ;
- Le renforcement des capacités nationales pour des actions d'amélioration de l'état nutritionnel des populations ;
- L'amélioration des systèmes de gouvernance nationaux et régionaux en matière de nutrition.

Ce projet est mis en œuvre essentiellement au travers de deux instruments :

- 1) **l'assistance technique** via des actions liées au renforcement des capacités nationales et à l'amélioration de leurs cadres normatifs, réglementaires et institutionnels seront développées ;
- 2) **le plaidoyer** via la création d'espaces de dialogue multi-acteurs au niveau national et régional pour discuter des politiques de nutrition et partager les expériences à mettre à échelle.

En Afrique de l'Ouest, le projet EU4SUN collabore étroitement avec le mouvement SUN (Scaling Up Nutrition) tant au niveau national que régional. La stratégie de renforcement de la nutrition (SUN) 2021-2025 (SUN 3.0) donne la priorité au leadership national et se concentre sur le soutien au changement systémique au niveau national. Il vise à saisir l'ambition des pays SUN et à guider le travail de tous les acteurs à tous les niveaux - national et infranational, régional et mondial - en alignant une action concertée sur les priorités nationales convenues d'un commun accord avec l'ensemble des parties prenantes et en y répondant, définies et validées par les gouvernements des pays SUN, et en y répondant.

Afin de suivre la mise en œuvre des engagements N4G et de préparer les pays membres du Mouvement SUN au prochain sommet N4G, que la France s'est engagée à accueillir en marge des Jeux Olympiques de 2024, il est temps d'entreprendre une action pour évaluer les réalisations, les lacunes et les leviers de changement pour l'atteinte de ces engagements. Dans cette perspective, le secrétariat du Mouvement SUN et les réseaux associés (Réseau de la société civile SUN, Réseau des donateurs SUN, Réseau d'affaires SUN, ONU-Nutrition) jouent tous un rôle important pour la redevabilité des pays en matière d'engagement pour la nutrition.

Cependant, malgré tous les efforts déployés par le mouvement SUN pour soutenir la mise en œuvre et l'évaluation de ces engagements, certains pays manquent encore de ressources et de capacités pour réaliser une évaluation complète des progrès réalisés dans la mise en œuvre de leurs engagements N4G respectifs en matière de nutrition à ce jour. A l'occasion de l'anniversaire du sommet N4G de Tokyo 2021, le réseau de la société civile SUN CSN a lancé une [campagne](#) visant à donner à la société

civile et aux communautés les moyens de demander des comptes aux acteurs ayant pris des engagements. L'objectif de la campagne est d'accélérer les efforts et d'accroître les résultats en matière de nutrition grâce à une collaboration renforcée entre les différents acteurs de la nutrition. Les actions suggérées dans la boîte à outils de la campagne ([EN](#) / [FR](#) / [ES](#)) comprennent : les actions de plaidoyer, la collecte de données, un guide pour la mise en œuvre d'auditions citoyennes, des fiches d'évaluation communautaires (qualitatives) et nationales (quantitatives), la documentation des bonnes pratiques et l'amplification des résultats positifs par le biais des médias et des réseaux sociaux. Le Mouvement SUN, représenté en Afrique de l'Ouest par le Hub Afrique francophone basé à Dakar, souhaite appuyer cette initiative et l'inclure dans une approche transversale et multi-acteurs, en impliquant ses différents réseaux et d'autres partenaires dans le domaine de la nutrition, dans l'esprit de la stratégie SUN 3.0.

Ainsi, Expertise France (EU4SUN) en collaboration avec les réseaux SUN et son secrétariat, souhaite mettre en œuvre une assistance technique pour accompagner dans cette démarche les pays cibles de la région afin de renforcer leurs capacités pour réaliser une évaluation complète des progrès réalisés dans la mise en œuvre de leurs engagements N4G respectifs en matière de nutrition à ce jour.

III. OBJECTIFS DE LA MISSION

L'objectif principal est d'accompagner les membres du Mouvement SUN dans l'appropriation et la mise en place d'une méthodologie d'évaluation des engagements N4G dans les sept pays d'Afrique de l'Ouest bénéficiaires du projet EU4SUN.

La finalité est de permettre aux parties prenantes d'évaluer les progrès réalisés et identifier les freins rencontrés dans la mise en œuvre des engagements pris au N4G 2021, afin de soutenir la préparation du prochain sommet.

Plus spécifiquement, il s'agira de :

- Répertorier et analyser les outils disponibles pour l'évaluation des engagements
- Définir une méthodologie d'analyse
- Préparer des documents de présentation de ces outils
- Appuyer les parties prenantes dans la prise en main de ces outils et l'évaluation des engagements et à la redevabilité
- Documenter ce travail et identifier les bonnes pratiques
- Documenter les bonnes pratiques qui peuvent être répliquées d'un pays/région à l'autre.

Ces différentes étapes devront faire l'objet d'une proposition par l'expert.e lors de la soumission de l'offre.

Résultats attendus

Dans chaque pays bénéficiaire :

- Les outils d'évaluation SUN sont bien compris, maîtrisés et utilisés.
- Les engagements N4G en matière de nutrition sont identifiés.
- Les parties-prenantes sont formées aux notions et outils de redevabilité
- Les progrès dans la réalisation des engagements N4G sont évalués et documentés.
- Les principales réussites et lacunes dans la réalisation de ces engagements sont identifiées et documentées.

- Les leviers potentiels de réalisation sont identifiés.
- Le dialogue entre les décideurs et les réseaux SUN, particulièrement le Réseau de la Société Civile, sont renforcés.

IV. MÉTHODOLOGIE

- L'étude devra être conduite dans une **démarche participative et collaborative**, impliquant toutes les parties prenantes concernées afin d'encourager l'appropriation des résultats de celle-ci ;
- Les propositions s'inscriront dans une **recherche et analyse de synergies/ complémentarités** possibles avec les autres projets mis en œuvre au niveau national et régional/ sous-régional ;
- Ensemble, l'équipe du projet EU4SUN, le Hub régional Afrique francophone SUN et le réseau de la société civile SUN (et les autres réseaux mondiaux en fonction de leur intérêt) soutiendront le diagnostic des engagements N4G dans les pays ciblés ;
- L'évaluation inclura les engagements gouvernementaux, mais aussi d'autres engagements pertinents pris dans chaque pays par les acteurs de la nutrition ;
- Ce diagnostic sera basé sur les outils proposés par l'expert.e recruté.e, en s'attachant à inclure ou adapter dans le processus de définition de la méthodologie tout ou partie des outils développés par le réseau de la société civile SUN dans le cadre de leur campagne ainsi que ceux qui seront éventuellement partagés par les partenaires nutritionnels externes.

V. COORDINATION DE LA MISSION

- La mission sera conduite par un.e expert.e recruté.e par Expertise France ;
- L'Expert.e bénéficiera de l'appui de la Cheffe de projet basée à Abidjan ;
- Sur le terrain, l'expert travaillera sous la supervision de la Cheffe de projet, basée à Abidjan, et en étroite coordination avec les équipes du SUN ;
- Un comité de suivi et de pilotage de l'étude – constitué de membres de l'équipe Expertise France et du SUN – se réunira aux « moments clés » de l'étude pour approuver la note de cadrage, examiner les différents livrables, formuler des observations, arbitrer les propositions formulées, etc. ;
- L'expert.e sera en contact régulier avec la Cheffe de projet à Abidjan, et l'équipe en charge du projet au siège d'Expertise France, sur l'état d'avancement de la mission et éventuellement les difficultés rencontrées.

VI PHASAGE DE LA MISSION

Les phases de la mission seront détaillées et inscrites dans un chronogramme proposé par l'expert.e dans l'offre technique et pourront se décliner de la manière suivante :

- 1) **Phase de cadrage de la mission et développement de la méthodologie et des outils d'évaluation des engagements :**

- Après la notification du contrat, une **réunion de cadrage** se tiendra avec le Comité de pilotage et de suivi du projet (Expertise France, SUN, expert.e.s) afin de préciser les attentes, vérifier la bonne compréhension des termes de référence, ajuster les objectifs de la mission, discuter de la méthodologie, identifier les divers acteurs mobilisés lors des phases de préparation et des missions sur le terrain, etc. ;
- Un travail de **revue documentaire** permettra d'identifier les informations existantes et manquantes, d'orienter les réflexions à mener en plus des pistes déjà identifiées et d'enrichir la méthodologie de l'étude. Un inventaire des outils disponibles pour le suivi/ évaluation des engagements N4G sera réalisé. Le réseau de la société civile SUN a récemment mis à disposition des outils pour l'évaluation des engagements et le NAF permet également de suivre l'avancée de la mise en œuvre des engagements pris par les pays et les différents acteurs de la nutrition. L'expert.e recruté.e sera en charge d'identifier les autres outils opérationnels existants. La revue documentaire inclura également l'étude des outils de sensibilisation à la redevabilité mutuelle en matière de nutrition en vue de la préparation d'un atelier de formation. L'expert.e recruté.e bénéficiera pour cela du soutien et de l'expertise de SUN en la matière.

Livrable 1.1 – Basée sur des entretiens préliminaires et la réunion de cadrage un **calendrier prévisionnel** détaillé des activités sera proposé. Celui-ci sera commenté et validé par le comité de suivi et de pilotage.

Livrable 1.2 – Basé sur des entretiens préliminaires et sur une première analyse de la documentation disponible, une **note de cadrage méthodologique** sera produite.

2) Développement des outils d'évaluation et organisation de l'atelier

Cette phase comprend le développement des outils et la formation des acteurs à leur utilisation et la redevabilité lors d'un atelier régional avec l'appui du réseau SUN et d'Expertise France (Cheffe de projet). Elle comprend du travail à distance ainsi que qu'une mission à Abidjan.

- Un protocole d'évaluation des engagements combinant et / ou adaptant les différents outils identifiés afin d'assurer une évaluation des engagements de tous les acteurs dans une approche participative et inclusive sera développé. L'expert.e recruté.e sera appuyé par le mouvement SUN et notamment le Réseau de la Société Civile SUN pour la maîtrise de leurs outils d'évaluation dans le cadre de la campagne de redevabilité sociale. Les données collectées devront notamment permettre d'établir le niveau de réalisation des engagements (approches quantitative et qualitative), le niveau de connaissance des engagements pris par les parties prenantes, les lacunes en matière de données pour l'évaluation, les contraintes et difficultés rencontrées pour la mise en œuvre et les besoins opérationnels pour la mise œuvre des engagements, le budget planifié et effectivement engagé (dans les pays où cela est possible), la documentation des bonnes pratiques pour la mise œuvre des engagements et l'agenda des pays pour l'atteinte de ces engagements d'ici le prochain sommet.
- Les outils pour la mise en œuvre de l'évaluation seront développés : processus de consultation, questionnaires, boîte à outils etc...
- Rédaction des TDRs de l'atelier régional en collaboration avec l'équipe EF.
- Développement d'un atelier de travail collectif au niveau régional sur la redevabilité mutuelle et la prise en main de la méthodologie et des outils proposés. L'atelier sera conduit à Abidjan et animé par l'expert.e recruté.e et SUN avec le soutien logistique d'Expertise France. Les supports pour l'atelier seront préparés par l'expert.e recruté.e en collaboration avec SUN ;

Livrable 2.1 – Un **protocole d'évaluation** sera produit (cf. partie livrables infra). Celui-ci sera commenté et validé par le comité de suivi et de pilotage. Ce document servira de guide méthodologique tout au long de la mission.

Livrable 2.2 - Supports de présentation et d'animation de l'atelier de travail sur la redevabilité mutuelle et la méthodologie d'évaluation des engagements

Livrable 2.3 – Réalisation de l'atelier de travail sur la méthodologie d'évaluation des engagements et redevabilité réunissant les représentants de chaque pays ciblé par l'action

3) Mise en œuvre de l'évaluation au niveau national dans 7 pays : collecte et d'analyse des données

Cette phase comprend la collecte des données quantitatives sur le terrain par les différents acteurs sous la coordination de l'expert.e recruté.e, la collecte de données qualitative sur la mise en œuvre des engagements au travers de dialogues nationaux ainsi que leur rapportage. Elle comprend du travail à distance ainsi que des missions terrain dans les sept pays ciblés par la mission.

- Soutien à l'organisation - par le réseau SUN et les acteurs impliqués - de dialogues nationaux entre les parties prenantes de la nutrition ;
- Soutien à la mise en œuvre des outils aux niveaux communautaires et nationaux pour évaluer le niveau d'ambition et de réalisation des engagements en matière de nutrition dans tous les pays.
- Développement d'un modèle de rapport d'évaluation pour usage par les pays ;
- Suivi de la collecte des données, mise en forme et rapportage.
- Appui au dialogues nationaux sur les engagements après la phase de collecte des données quantitative afin de collecter les données qualitatives sur les freins et leviers pour la mise en œuvre des engagements. Pour cela, l'expert recruté se rendra dans chacun des pays pour appuyer les équipes SUN à la mise en œuvre de l'évaluation (une semaine/ pays) ;

À l'issue de cette phase, une première restitution sera réalisée auprès du comité de suivi et de pilotage afin de présenter les résultats préliminaires de diagnostic et hypothèses / pistes de travail.

Livrable 3.1 - Un rapport de mission par pays

Livrable 3.2 – Un modèle de rapport d'évaluation que les pays devront remplir au fur et à mesure de la collecte des données

4) Phase d'exploitation et analyse des résultats et de production des livrables finaux

Cette phase comprend l'analyse des données collectées et la rédaction des rapports pour chacun des pays.

- Analyse des données collectées selon les objectifs définis ;
- Revue des rapports fournis par chaque pays ;
- Rédaction de rapports de synthèse nationaux incluant l'évaluation/analyse des bonnes pratiques, etc. et incluant des cases studies pour chaque pays ;
- Préparation des documents supports pour l'atelier régional de restitution.

À la réception d'une **première version provisoire des rapports pays**, le Comité de suivi et de pilotage aura 10 jours ouvrés pour proposer ses retours sur les livrables provisoires ;

- Une **version révisée/ finale des livrables** devra être envoyée au plus tard 5 jours ouvrés après la réception des retours ;
- La validation des livrables sera effectuée par la cheffe de projet EU4SUN pour Expertise France.
- Au terme de l'étude, un **atelier de restitution** sera organisé auprès du Comité de suivi et de pilotage. L'expert.e préparera les supports visuels pour engager les discussions (présentation PPT), en lien avec l'équipe d'EF.

Livable 4.1 – *Un rapport final d'analyse des données au niveau national pour chaque pays.*

Livable 4.2 – *Une présentation (support visuel) des principaux résultats incluant une analyse pays et un aperçu des avancées au niveau national*

VII. LIVRABLES ATTENDUS

Chaque phase correspond à un ou plusieurs livrables.

- Livrable 1.1 : Le **calendrier prévisionnel** sera proposé dans les 5 jours ouvrés après la réunion de cadrage. Il sera commenté et validé par les parties prenantes au projet.
- Livrable 1.2 : la **note de cadrage méthodologique** sera commentée et validée par les parties prenantes au projet.
- Livrable 2.1 : Le **protocole d'évaluation** servira de guide méthodologique tout au long de la mission. Il comprendra notamment :
 - La **méthodologie** proposée par l'expert.e (modalités de recueil et d'exploitation des informations pour chaque volet de l'étude, contenu et participants aux réunions/ateliers, etc.) ;
 - La liste des **personnes ressources à rencontrer** lors des missions terrain dans les pays cibles,
 - Un **calendrier prévisionnel** détaillé de la mission.
- Livrable 2.2 - Les **supports de présentation et d'animation de l'atelier** de travail sur la méthodologie d'évaluation des engagements seront partagés avec les parties prenantes au moins 5 jours ouvrés avant la tenue de l'atelier régional dont la date sera fixée par les parties prenantes au projet.
- Livrable 2.3 – La **réalisation de l'atelier** de travail (en co-animation avec le SUN) sur la méthodologie d'évaluation des engagements et la redevabilité réunissant les représentants de chaque pays ciblé par l'action.
- Livrable 3.1 - Un **rapport de mission par pays** incluant une note sur la mise en œuvre de la mission, les difficultés rencontrées et les actions proposées pour y remédier.
- Livrable 3.2 – Un **modèle de rapport** d'évaluation que les pays devront remplir au fur et à mesure de la collecte des données. Ce modèle sera élaboré au démarrage de la collecte des données.
- Un **rapport final d'analyse des données au niveau national pour chaque pays comprenant** :
 - Un rappel des objectifs et résultats attendus de la mission ;
 - Une présentation du contexte de la mission ;

- Une synthèse des analyses et recommandations détaillées ;
- Une présentation de la méthodologie adoptée (collecte et analyse des données), les modalités générales de déroulement de la mission et les difficultés éventuelles rencontrées ;
- La liste des engagements N4G pris dans chaque pays par les gouvernements, les entreprises, les bailleurs de fonds, la société civile et tout autre acteur de la nutrition ;
- Une analyse de la mise œuvre de l'évaluation, des bonnes pratiques et des difficultés rencontrées et des actions correctives mises en œuvre ou à mettre en œuvre
- Des études de cas par pays (en fonction des données disponibles) incluant une analyse qualitative et quantitative du processus de mise en œuvre et les facteurs qui ont contribué aux résultats observés ;
- Dans les pays où les données sont disponibles, le niveau de sensibilisation et de réalisation de chaque engagement et le score sur le niveau d'engagement (outil SUN SCN) afin de comparer les pays sur la base d'une méthodologie convenue (pour définir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs) et d'une analyse des lacunes dans les données pour l'évaluation ;
- Un parcours de résultats pour la réalisation des engagements, au niveau opérationnel et de la mise en œuvre ;
- La liste des principales difficultés rencontrées pour mettre en œuvre ces engagements, pour chaque acteur ;
- Le budget prévu et effectivement alloué et déboursé pour la mise en œuvre des engagements (dans les pays où cela est réalisables) ;
- La documentation des bonnes pratiques ;
- Les annexes : calendrier de la mission, liste et contacts des personnes rencontrées, outils employés pour la collecte de données, documents collectés, les compte-rendu des entretiens et ateliers réalisés avec les parties-prenantes, etc.
- Livrable 4.2 – **Une présentation (support visuel)** des principaux résultats incluant une analyse par pays et un aperçu des avancées au niveau régional.

Les livrables doivent être rendus en langue française, en version numérique, et devront inclure un résumé analytique et des figures de synthèse des éléments d'analyse principaux et recommandations (sous forme de tableaux, graphiques, photos, vidéos, autres figures...). Des échanges auront lieu tout au long de la mission afin de préciser la structure, le contenu et le format des livrables. La validation des livrables sera effectuée par la cheffe de projet EU4SUN pour Expertise France.

VIII. PLANNING ET BUDGET

- La prestation débutera après la signature du contrat entre le prestataire et Expertise France ;
 - Le volume effectif des prestations est estimé **entre 90 et 110 jours-expert.es**, comprenant les phases de cadrage, de mission terrain et d'analyse, rédaction et restitution ;
 - La mission pourra être étalée entre septembre 2023 et février 2024 ;
 - L'expert devra être en mesure de présenter des garanties suffisantes de disponibilités pour mener à bien sa mission ;
 - La rémunération sera basée sur la soumission et la validation des livrables ;
 - Il sera demandé à l'expert.e de soumettre sa proposition financière en présentant uniquement les coûts d'honoraires ;

L'offre financière sera revue et analysée sur la base des grilles de rémunération d'Expertise France, qui se réserve le droit de négocier le montant.

IX. ORGANISATION DE LA MISSION

1. Location :

La mission sera réalisée à distance (*home-based*) pour la phase de préparation. L'expert.e sera ensuite amené.e à réaliser une mission de 5 jours (maximum) dans les 7 pays ciblés par la mission ainsi qu'une mission supplémentaire à Abidjan pour la tenue de l'atelier. Enfin la phase 3 sera réalisée à distance.

A titre d'exemple la mission pourra être planifiée selon les modalités décrites dans le tableau suivant :

Phase 1 (desk work - home -based)	lieu	Durée estimée (jours)	Période
Prise en main des outils SUN CSN [AN7] et autres outils existants	A distance	2	Septembre
Rapport de cadrage méthodologique	A distance	3	
Phase 2 (desk-work et mission terrain)			
Développement de la méthodologie et des outils et de l'atelier redevabilité mutuelle	A distance	16	Septembre
Atelier régional: préparation	A distance	3	Octobre (1ere ou 2eme semaine)
Atelier régional: présentation et formation sur redevabilité mutuelle et la méthodologie d'évaluation et les outils proposés	Mission terrain	3	
Phase 3 (terrain et desk-work)			
Appui à la collecte de données et consultations nationales (après la collecte)	Missions terrain	35	Octobre-Décembre
Développement d'un modèle de rapport	A distance	2	Octobre
Phase 4 (desk_work – home based)			
Rédaction des rapports nationaux incluant une analyse qualitative et contextuelle	A distance	30	Novembre-Février
Préparation des supports de présentation	A distance	2	Février

2. Processus de candidature

Le dossier de candidature devra inclure :

- Le CV de l'expert.e incluant des références professionnelles et de travaux similaires ;
- Une offre technique signée et scannée présentant la compréhension des présents termes de référence, une description de la méthodologie envisagée et un planning prévisionnel (en limitant les missions à une mission par pays d'un maximum de 5 jours et une mission supplémentaire à Abidjan pour l'atelier de travail) ;
- Une offre financière signée et scannée qui indique les coûts liés aux honoraires de l'expertise pour la mise en œuvre de la mission. Les frais de missions (voyage, perdiem, etc.) ne doivent pas être inclus dans cette enveloppe (pris en charge directement par Expertise France) mais ne devront pas excéder un maximum de 5j par pays.[EP8]

Critères de sélection des offres

- Compréhension du contexte et des enjeux de la mission ;
- Méthodologie proposée et déroulement de la prestation ;
- Expérience de l'expert et profil (conformément aux exigences formulées dans le cahier des charges)
- Offre financière (montant adaptée à l'offre).

3. Aspects logistiques et financiers

- L'expert.e sera autonome en termes d'équipements (ordinateurs) et de communication (téléphones, internet etc.).
- L'expert.e sera autonome dans ses déplacements sur le terrain (perdiem payés par Expertise France).
- L'expert.e devra respecter les règles de sécurité établies par Expertise France (transport, logement, etc.).
- Expertise France facilitera la mission de l'expert.e/ équipe d'experts sur les points suivants :
 - o Réservation des billets d'avion aller/retour;
 - o Formalités administratives (visa, vaccins, etc.) ;
 - o Perdiem journaliers afin de couvrir les frais d'approche (train, taxi, etc.), logement, transport et frais de bouche sur place, selon le barème des frais de mission de l'Union Européenne.

4. Informations complémentaires

Date limite de candidature : 03 Aout 2023

Date de début de mission souhaitée : 1^{er} Septembre 2023

X PROFIL REQUIS POUR MENER LA MISSION

1. Qualifications et compétences attendues

- Titulaire d'un diplôme de niveau Master 2 en sciences sociales, nutrition, santé publique ou politiques publiques, ou tout autre profil en adéquation avec les missions à réaliser ;
 - Bonne maîtrise des mécanismes de coopération, de l'aide publique au développement, des acteurs de la coopération internationale ;
 - Compréhension des thématiques liées à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à la redevabilité;
 - Capacité à développer et à mobiliser un réseau d'acteurs d'horizon divers et excellente maîtrise de l'animation de groupes dans des contextes culturels divers ;
 - Capacité à construire des relations de confiance avec les partenaires nationaux et internationaux;
 - Très bonne maîtrise des outils bureautiques, notamment Excel et Word ;
 - Compétences en matière de plaidoyer ;
 - Très bonnes capacités de communication écrites et orales (rédaction de rapports techniques, stratégiques ou d'activités liés à l'exécution d'un projet, rédaction de note ou d'articles d'information), à formuler des positions et à les défendre ;
 - Excellente capacité d'analyse et de synthèse, rédactionnelle et de présentation ;
 - Excellentes capacités de coordination et de travail d'équipe ;
 - Sens de la diplomatie et de la négociation, très bon relationnel ;
 - Autonomie et capacité d'organisation des tâches sous contrainte temporelle.
- Français : maîtrise à l'écrit et l'oral

- Anglais : Capacité à l'oral, compréhension de l'écrit.
- La maîtrise du portugais serait un plus.

2. Expérience professionnelle

- Expérience d'au moins 8 ans en gestion de projet de coopération internationale et/ou d'assistance technique dans le domaine de la nutrition / politique publique/ santé publique ;
- Expérience significative en animation de réflexions participatives, outils et techniques de travaux participatifs ;
- Expérience significative à l'international, plus spécifiquement en Afrique de l'Ouest.